



Un mot de la présidence allemande



Claudia Dörr-Voß, secrétaire d'État chargée de l'Europe au ministère fédéral de l'économie et de l'énergie

La gestion de la pandémie de COVID-19 sera au cœur des travaux de la présidence allemande du Conseil de l'UE qui débutera le 1^{er} juillet 2020. Dans ce contexte, fidèles à notre devise «Tous ensemble pour relancer l'Europe», nous nous sommes fixé comme objectif de sortir l'UE de la crise et de rétablir pleinement son potentiel économique tout en approfondissant la coopération européenne. Il conviendra par ailleurs de tirer de la crise les enseignements qui s'imposent et de renforcer la résilience de l'Union européenne et de ses États membres.

Pour atteindre ces objectifs, il importe que l'UE s'accorde rapidement sur le prochain cadre financier pluriannuel, rétablisse pleinement le marché unique et tire profit de manière cohérente des possibilités économiques qu'offrent la transformation numérique et le pacte vert pour l'Europe.

Nous voulons préparer pour l'avenir notre industrie, nos nombreuses petites et moyennes entreprises ainsi que nos entreprises familiales. Nous entendons renforcer la souveraineté numérique et technologique de l'Europe. Dans le même temps, il convient de stabiliser le commerce multilatéral et de diversifier les relations commerciales de l'UE.

Nous souhaitons engager un débat positif sur la mondialisation et les chaînes de valeur internationales, lequel inclut notamment la question des chaînes d'approvisionnement durables. Nous allons en outre poursuivre la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et de la garantie pour la jeunesse, et soutenir l'élaboration d'un cadre de l'UE pour les salaires minimums nationaux.

Dans le cadre de notre présidence du Conseil, nous resterons fermement attachés à la défense de l'état de droit et de nos valeurs européennes communes.

La présidence allemande du Conseil de l'UE remercie le CESE de contribuer à faire entendre la voix de la société civile organisée. Nous nous réjouissons à la perspective de mener une coopération étroite et fondée sur la confiance au cours du prochain semestre et au-delà.

Avis du CESE demandés par la présidence allemande

- Révision de l'agenda territorial de l'UE, de la charte de Leipzig et du programme urbain pour l'UE
- Le rôle des politiques structurelles et de cohésion de l'Union dans la transformation intelligente et innovante de l'économie
- Le renforcement des entreprises sociales à but non lucratif, pilier incontournable d'une Europe sociale
- Numérisation et durabilité – état de la question et nécessité d'une action du point de vue de la société civile
- Des chaînes d'approvisionnement durables et un travail décent dans le commerce international
- L'intégration des femmes, des mères et des familles issues de l'immigration dans les États membres de l'UE et niveaux de langues cibles pour l'intégration
- La gestion de la diversité dans les États membres de l'UE
- Les principes de services publics (au sens des services publics aux citoyens et de l'administration publique) contribuant de manière concrète à la stabilité des régimes constitutionnels libéraux fondés sur la démocratie et l'état de droit des États membres de l'UE
- Le dialogue social comme pilier important de la durabilité économique et de la résilience des économies, en tenant compte de l'influence du dialogue animé avec la société civile dans les États membres
- Des emplois de qualité dans l'économie des plateformes



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2020-24-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2020

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur: © Shutterstock.com
Couverture: © Architecture: Art & Build + Atelier d'architecture Paul Noël



Print:
QE-03-20-285-FR-C
ISBN 978-92-830-4767-4
doi:10.2864/085207

Online:
QE-03-20-285-FR-N
ISBN 978-92-830-4768-1
doi:10.2864/264220

FR



Les activités du CESE durant la présidence allemande



juillet – décembre 2020



Comité économique et social européen



Le mot du président

Luca Jahier, président du CESE

La présidence allemande devrait ouvrir la voie à une reprise européenne qui investisse dans une stratégie de soins

L'Allemagne exercera la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne au cours du 2^e semestre de 2020.

La présidence allemande intervient alors que l'Union européenne est confrontée à des défis sans précédent. Si son programme et ses perspectives en matière d'organisation sont fortement affectés par la crise de la COVID-19, on observe une volonté généralisée et une énergie politique tendant à s'écarter du mode de fonctionnement habituel et à embrasser le changement.

Nous devons transformer les craintes en espoirs, en accélérant la transition vers une production et une consommation plus durables, tout en offrant un environnement compétitif dans lequel les entreprises peuvent redémarrer et jouer un rôle de premier plan pour relancer l'économie européenne, sans laisser personne de côté. S'il y a bien une terrible leçon que nous avons apprise en quelques semaines seulement, à mesure que la pandémie s'est propagée, c'est que la toute première priorité de la reprise doit être une Europe axée sur la santé.

La pandémie de COVID-19 a démontré que le lancement de la conférence sur l'avenir de l'Europe est désormais plus que jamais une priorité. Cette initiative permettra de consolider l'important capital social et politique qui s'est constitué au cours de ces derniers mois. Elle devrait aussi contribuer à améliorer la légitimité démocratique de l'UE, en prenant en compte les contributions de la société civile organisée.

La manière dont nous transformerons nos sociétés décidera non seulement de l'avenir de notre Union, mais de l'avenir de notre monde. Le moindre manque de responsabilité, la moindre incapacité à agir rapidement, pourraient provoquer l'implosion de l'Europe et l'affaiblissement de l'ordre mondial, déclencher la reprise de certains conflits et anéantir les nombreux acquis démocratiques dont nous pouvons, à juste titre, être fiers aujourd'hui.

Le CESE veillera à ce que la voix de la société civile continue d'être entendue et restera engagé dans les travaux de la présidence allemande, en guidant une Europe unie sur la voie de la guérison et qui protège ses citoyens, ainsi qu'en relançant une Europe solidaire, entrepreneuriale et durable, pour une nouvelle rEUnaissance.

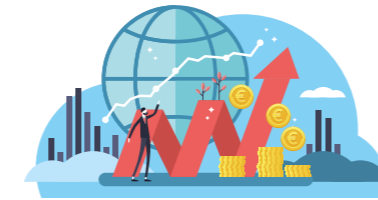
Le Comité accueille donc chaleureusement la présidence allemande: nous sommes prêts à unir nos forces pour contribuer à concevoir et à mettre en œuvre le plan qui nous permettra de sortir de cette crise tout en renforçant le projet européen.

Les activités du CESE durant la présidence allemande



Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale – ECO

- La réponse économique de l'Union face à la crise de la COVID-19 et le plan de relance
- Créer des marchés financiers mieux intégrés et plus durables
- Un cadre financier pluriannuel 2021-2027 à l'appui de la reprise après la crise de la COVID-19
- Vers une transformation intelligente et innovante de l'économie, un nouveau programme urbain et un nouvel agenda territorial
- Lutter contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale, le blanchiment de capitaux et les paradis fiscaux
 - Croissance verte: propositions politiques du CESE sur des mécanismes fiscaux pour réduire les émissions de CO₂
 - Stratégie annuelle pour une croissance durable et recommandation concernant la politique économique de la zone euro, y compris les contributions nationales



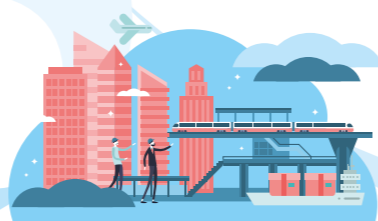
Marché unique, production et consommation – INT

- La politique industrielle et les PME
- L'économie sociale comme pilier important de l'économie européenne
- La politique des consommateurs
- La numérisation et l'intelligence artificielle
- L'économie circulaire



Transports, énergie, infrastructures et société de l'information – TEN

- La souveraineté numérique de l'Europe, sur la base de choix sûrs, sécurisés et axés sur l'humain
- Garantir une transition énergétique durable sur les plans économique, social et écologique, en ne laissant personne de côté
- L'équilibre entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie
 - Concevoir une mobilité durable, intelligente et propre
 - L'avenir du transport aérien de l'UE pendant et après la crise du coronavirus
 - Un accès universel à un logement décent, durable et abordable dans la durée



Emploi, affaires sociales et citoyenneté – SOC

- Mise en œuvre du socle européen des droits sociaux
- L'avenir du travail, les conditions de travail dans l'économie des plateformes, le dialogue social et les salaires minimums
- L'apprentissage tout au long de la vie, la formation des salariés et les compétences vertes
 - Égalité entre les hommes et les femmes et égalité des chances
 - Intégration socio-économique des migrants et des réfugiés
 - Renforcement de l'état de droit et des droits fondamentaux dans l'UE
 - Conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19



Agriculture, développement rural et environnement – NAT

- Une stratégie alimentaire durable «de la ferme à la table»
- Climat: loi européenne sur le climat, pacte européen pour le climat, COP 26
- L'engagement des jeunes en faveur de la durabilité et du climat
- Mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) dans l'UE
- Plan d'action en faveur de l'économie circulaire
- La biodiversité comme élément essentiel du pacte vert pour l'Europe



Relations extérieures – REX

- Partenariat avec l'Union africaine et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
- Préparation et suivi du processus d'adhésion (pays des Balkans occidentaux)
- Organiser le dialogue institutionnel et non institutionnel de la société civile avec les pays voisins (voisinage oriental et méditerranéen)
- Politique commerciale (multilatéralisme et OMC; mise en commun d'importantes politiques de l'UE, telles que le pacte vert, avec des pays partenaires)



- Organiser le dialogue institutionnel de la société civile avec les principaux partenaires commerciaux (Japon, Corée du Sud, Canada, etc.)
- Renforcer le dialogue de la société civile avec les principaux acteurs mondiaux (Chine, Russie, Turquie)
- Encourager une coopération régionale et bilatérale plus efficace et un partenariat modernisé avec l'Amérique latine

Commission consultative des mutations industrielles – CCMI

- Politiques industrielles sectorielles de l'UE concernant les PME et les conséquences de la COVID-19 sur l'économie, l'emploi et la santé
- Conséquences de l'abandon progressif du charbon dans les régions houillères
- La décarbonation sectorielle à l'appui des objectifs climatiques (industries sidérurgique, cimentière, à forte intensité énergétique, etc.)
- Révision de la directive relative aux machines
- Répercussions industrielles de la numérisation sur l'émergence de la société 5.0 et sa contribution à un système de santé solide, une nécessité mise en évidence par la COVID-19

